

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à :
Section de l'éducation, Division des Programmes
www.unicef.org/girlseducation/index.html

Publié par le
Fonds des Nations Unies pour l'enfance
3 UN Plaza, New York, NY 10017, Etats-Unis
pubdoc@unicef.org
www.unicef.org/french



L'ÉDUCATION DES FILLES, RENTABILISER LES INVESTISSEMENTS

Photo de couverture : ©UNICEF/HQ98-0543/Pirozzi

© Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) New York
Novembre 2003

Pour chaque enfant
Santé, Éducation, Égalité, Protection
FAISONS AVANCER L'HUMANITÉ

unicef 

1 2 3 4

L'ÉDUCATION DES FILLES, RENTABILISER LES INVESTISSEMENTS

Si de nombreux pays consacrent déjà une part importante de leur budget à l'éducation, ces investissements sont souvent en grande partie mal utilisés. Ces mêmes investissements pourraient donner de bien meilleurs résultats.

Tel était le principal message d'un séminaire organisé en juin 2003 par l'UNICEF et la Banque mondiale avec l'appui de la Norvège et intitulé «Possibilités d'investissements dans l'éducation pour tous: remédier aux écarts entre les filles et garçons et autres disparités».

Ce séminaire, qui s'est tenu au Burkina Faso, a réuni des ministres de l'éducation, des finances et des affaires sociales de 24 pays d'Afrique centrale et occiden-

1

REPENSER LES PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS

tale, ainsi que des hauts fonctionnaires responsables de questions techniques. C'était le premier d'une série de séminaires organisés dans différentes régions du monde en vue de renforcer les politiques et pratiques visant à améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement et de réduire les taux d'abandon scolaire. Ce séminaire s'inscrivait également dans le cadre d'une volonté plus générale d'aider les pays à éliminer d'ici à 2005 l'écart entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire et de fournir d'ici à 2015 un enseignement élémentaire de qualité pour tous, conformément aux Objectifs de développement pour le Millénaire.

Si le présent rapport est principalement consacré à l'Afrique, ses conclusions s'appliquent également à d'autres régions du monde où le droit à l'éducation reste problématique. Ce qui vaut pour l'Afrique en matière d'investissements vaut souvent également ailleurs : les investissements en matière d'éducation peuvent être mieux orientés et utilisés à meilleur escient et plus efficacement.

En Afrique subsaharienne, seuls 59 % des enfants vont à l'école, et ce sont dans la majorité des cas des garçons. Plus d'un tiers de ces élèves cessent d'aller à l'école avant la cinquième année d'études. Quelles sont les raisons de cet énorme gaspillage de potentiel ? Et comment donner aux filles et aux autres enfants exclus toutes leurs chances ?

Une analyse effectuée par la Banque mondiale des enquêtes auprès des ménages réalisées dans 21 pays africains indique que les enfants qui ne sont pas scolarisés sont généralement issus de familles défavorisées. La richesse, ou plus exactement la pauvreté, est une cause importante de disparités en matière d'éducation, qui vient s'ajouter au sexe et à la proximité de zones urbaines.

Les disparités en matière d'éducation sont également le résultat d'une mauvaise gestion. Des données montrent que ce ne sont pas

forcément les écoles les mieux financées qui dispensent le meilleur enseignement. La façon dont sont gérées les ressources – ainsi que les processus d'enseignement et d'apprentissage en classe – est à cet égard un facteur plus important. Les enseignants constituent par exemple une ressource essentielle. Mais si l'on veut réduire les disparités, il faut que les enseignants soient équitablement répartis dans l'ensemble du pays, dans les agglomérations urbaines comme dans les régions rurales.

Quelles devraient donc être nos priorités ?

La priorité devrait être accordée aux filles pauvres vivant en milieu rural. Le raisonnement est le suivant : si nous investissons du temps, des ressources et des efforts en faveur de tous les enfants, sans tenir compte des spécificités des sexes, les filles risquent de passer au travers des

mailles du filet. L'expérience a montré à maintes reprises que les investissements réalisés en faveur de l'éducation des filles – en particulier ceux qui visent à améliorer la qualité de l'enseignement – bénéficient à tous les enfants, y compris aux garçons. Mais l'inverse n'est pas toujours vrai.

Lorsqu'on décide de l'allocation des investissements, il est nécessaire de faire certains compromis. Investir dans les domaines suivants permet d'obtenir les meilleurs résultats en vue de dispenser une éducation de qualité pour tous :

- **Le développement du jeune enfant et l'enseignement préscolaire**, afin de donner à chaque enfant un bon départ dans la vie;
- **Un cadre propice à l'apprentissage**, où l'on tient compte en particulier de la sécurité des élèves, un problème particulièrement épineux pour les filles;
- **Le processus d'apprentissage**, qui nécessite un approvisionnement régulier en manuels scolaires et matériel pédagogique et la formation des enseignants;
- **La santé, la nutrition, les aptitudes à la vie quotidienne et la protection contre l'exploitation et la violence**, autant de facteurs qui aident les enfants à s'instruire et à ne pas abandonner leurs études. La priorité devrait être donnée aux mesures visant

à protéger les enfants, notamment les filles. Il convient de définir et d'appliquer des consignes relatives au harcèlement sexuel et à la violence.

Divers pays africains montrent l'exemple en dispensant à tous les enfants une éducation de qualité au moyen de solutions novatrices. Le Burkina Faso, par exemple, a créé plus de 225 écoles satellites permettant aux enfants des régions rurales isolées d'aller en classe plus près de chez eux et dans de meilleures conditions de sécurité. En outre, le pays a ouvert une bonne vingtaine de centres de développement de la petite enfance et une cinquantaine de centres d'éducation non traditionnelle, la priorité étant donnée à l'alphabétisation de base et aux compétences fonctionnelles des enfants plus âgés qui peuvent avoir abandonné leurs études ou pris du retard. Il s'agit maintenant de mettre en œuvre ces initiatives à plus grande échelle.

La Côte d'Ivoire a mis sur pied, de toute urgence, des écoles destinées à accueillir 135 000 enfants touchés par la guerre civile. Pour faciliter les inscriptions, le gouvernement assouplit l'obligation de porter un uniforme et a aboli les frais de scolarité pour les filles vivant en zone de conflit. Grâce à des programmes de préparation à la vie quotidienne et de prévention du VIH/SIDA, l'apprentissage est mieux adapté aux besoins des jeunes.

2

OÙ FAUT-IL ALLOUER LES RESSOURCES ?

Pourquoi certains pays réussissent-ils à faire inscrire les enfants à l'école et à leur faire terminer leur scolarité ? Pour déterminer les caractéristiques communes aux pays obtenant de très bons résultats, la Banque mondiale a étudié 33 pays d'Afrique. Voici un aperçu des conclusions de cette étude :

- Le ratio élève/enseignant varie de 24 à 79 élèves par enseignant dans les pays étudiés. Mais dans les pays obtenant de très bons résultats, il avoisine 40 élèves par enseignant.
- Lorsqu'on considère les salaires des enseignants exprimés en pourcentage du produit intérieur brut, le pourcentage ainsi obtenu oscille entre 1,5 et 9,6 %. Dans les pays obtenant de très bons résultats, il avoisine 3,6 %.

Les ressources peuvent être allouées différemment selon les pays. Mais les pays obtenant de très bons résultats semblent se caractériser par une répartition équilibrée des ressources, qui se traduit par un système efficace et viable. En ce qui concerne les salaires des enseignants, par exemple, les pays obtenant de très bons résultats semblent être parvenus à un équilibre entre le budget dont ils disposent et les dépenses permettant d'assurer un service de qualité adéquate.

«Puisque seulement deux tiers des élèves entrant à l'école primaire achèvent ce cycle d'enseignement, il est indispensable, pour parvenir à "l'éducation pour tous", de radicalement améliorer la qualité de l'enseignement. Certains pays ont prouvé qu'il était possible d'obtenir des résultats nettement supérieurs sans encourir de hausses importantes des coûts.»

Birger Fredriksen, Conseiller principal pour l'éducation, Région Afrique, Banque mondiale

3

INVESTIR DANS LA QUALITÉ

Si l'accès à l'éducation a lentement progressé dans les pays africains, les taux de réussite ont continué à stagner. Plus d'un tiers des étudiants n'entrent jamais en cinquième année de primaire. Même pour ceux qui y entrent, les tests standardisés indiquent qu'un grand nombre d'entre eux n'apprennent pas grand-chose. Il est essentiel d'améliorer la qualité de l'enseignement dispensé.

La qualité se mesure aux connaissances, compétences et comportements qu'acquière les élèves par rapport à ce qui est énoncé dans le programme national. Elle s'évalue en fonction des résultats cognitifs, affectifs et sociaux, étant entendu que l'on s'attend à obtenir des résultats positifs.

Cependant, dans les pays africains, les principaux éléments de la qualité de l'enseignement font souvent défaut. La quantité de manuels scolaires est inégale et les manuels

qui sont disponibles doivent généralement être partagés par plusieurs élèves. Dans un tiers de ces pays, seule la moitié des enseignants ont suivi une formation. Il n'est pas rare de compter en moyenne 70 élèves par salle de classe.

La solution consiste en partie à disposer des fournitures et des moyens indispensables. Mais il est tout aussi important, d'après la Banque mondiale, de faire en sorte que le directeur d'école montre l'exemple en matière d'instruction, d'assurer la formation continue des enseignants par des moyens décentralisés, de fournir un véritable encadrement et soutien et de procéder à une réforme des programmes de plus en plus ambitieuse et adaptée à l'évolution personnelle des enseignants.

En matière de financement et de gestion, la Banque a constaté que les mesures suivantes permet-

taient de tirer le meilleur parti de moyens limités:

- Séparer les fonctions financières de la prestation de services
- Décentraliser les décisions relatives à l'allocation et à l'utilisation des fonds
- Permettre aux écoles de gérer les ressources discrétionnaires
- Faire participer les comités des établissements scolaires à la gestion des ressources
- Veiller à ce que ces ressources soient utilisées en toute transparence.

Il est encourageant de constater qu'un certain nombre de pays réalisent des progrès en matière de qualité. Le Mali et la Zambie met-

tent en œuvre à grande échelle des programmes d'apprentissage des langues locales dès les premières années du primaire. La Guinée et l'Ouganda procèdent à une réforme de la formation initiale et continue des enseignants. La République-Unie de Tanzanie décentralise la gestion des ressources discrétionnaires. Le Bénin s'emploie à mettre en place un système éducatif privilégiant l'obtention de certains niveaux d'instruction. Et la Gambie ouvre dans des régions isolées des écoles adaptées aux filles, où le taux net de scolarisation de ces dernières est passé en une seule année de 15% à 40%.

4

DES INVESTISSEMENTS QUI AMÉLIORENT LA QUALITÉ

PRIVILÉGIER «L'ENFANT PRIS DANS SA GLOBALITÉ»

En Gambie, au Ghana et en Mauritanie, les investissements en matière d'éducation sont axés sur «l'enfant pris dans sa globalité». Cette approche part du principe selon lequel chaque enfant a certains droits, y compris le droit à la sûreté, à la sécurité, à l'égalité des chances et à l'éducation, qui doivent être pris en compte de manière globale. Cette approche stipule en outre que les causes premières de la pauvreté sont multiples. Toute solution doit être multisectorielle et tenir compte de domaines tels que la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire et l'éducation. A cet égard, l'éducation est considérée comme essentielle, l'éducation des filles étant une stratégie cruciale en matière d'élimination de la pauvreté.

En Gambie, le développement du jeune enfant est favorisé dans le cadre d'un programme communautaire qui associe des activités de sensibilisation et un manuel de formation des parents. La priorité est accordée aux dimensions psychosociales des soins apportés à l'enfant, ainsi qu'à la protection, à la santé, à l'hygiène et à la nutrition de l'enfant.

Au Ghana, des écoles coraniques permettent d'introduire des activités propices au développement du jeune enfant. L'éducation des enfants plus âgés intègre l'éducation sanitaire, y compris la prévention du VIH/SIDA, et des programmes axés sur les droits de l'homme et destinés à la fois aux enseignants et aux élèves.

La Mauritanie a adopté une approche multisectorielle, axée sur les différentes étapes de la vie d'un enfant. Des associations de femmes et des *Mahadras* (écoles

«Les études scientifiques et les données empiriques montrent que les investissements réalisés pendant les premières années de la vie d'un enfant donnent des résultats: une meilleure préparation à l'école, une plus grande probabilité d'entrer à l'école au bon âge, une fréquentation plus régulière, de plus faibles taux de redoublement et d'abandon scolaire, ainsi qu'un meilleur niveau d'instruction.»

Cream Wright, Responsable en chef de l'éducation à l'UNICEF

coraniques) contribuent au développement des jeunes enfants. Le modèle d'une «école communautaire propre, verte et saine» est préconisé dans le primaire. Et l'enseignement accorde ensuite beaucoup d'importance aux adolescentes et à leurs besoins spécifiques.

AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

L'enfant apprend et s'épanouit dans un environnement physique agréable.

De fait, il apparaît que le fait de disposer d'eau potable et de latrines non mixtes contribue pour beaucoup à la scolarisation des enfants – notamment des filles – et à l'achèvement de leurs études.

Ce principe s'est vérifié en Guinée, où les taux de scolarisation des filles ont augmenté de 17 % et les taux de rétention de 20 % de 1997 à 2002, à la suite de l'amélioration des installations sanitaires, et notamment de la construction de latrines séparées pour les filles et les garçons.

La même évolution s'est produite dans le Nord-Est du Nigéria, où plus de 70 % de toutes les écoles manquaient d'approvisionnement en eau et d'installations sanitaires

adéquates. Les taux de scolarisation et de réussite ont augmenté lorsqu'un programme parrainé par l'UNICEF et le Gouvernement britannique a permis d'installer 5000 points d'eau et installations sanitaires, de former 7000 enseignants et d'établir des clubs de santé de l'environnement pour les enfants.

CRÉER UN CADRE D'APPRENTISSAGE FAVORABLE

Des établissements scolaires déprimants et délabrés peuvent favoriser l'analphabétisme, la violence et les maladies. Pour que l'éducation contribue à une meilleure qualité de vie, il faut que le cadre d'apprentissage soit attrayant, salubre, sûr et ouvert à tous. Faire participer les communautés et les enfants eux-mêmes à la conception de lieux d'apprentissage favorables constitue un moyen de stimuler leur engagement.

Des centres éducatifs propices à l'apprentissage ne sont pas forcément coûteux ou complexes. Pour réaliser des économies, il est notamment possible d'intégrer aux établissements scolaires d'autres services communautaires, comme des dispensaires et des garderies d'enfants. Une architecture adéquate et l'utilisation de

matériaux de construction locaux permettent également de réduire les coûts, d'accroître la durée de vie d'un bâtiment et de réduire les problèmes d'entretien.

AMÉLIORER LES PROCESSUS D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE

Les aspects traditionnels de l'éducation sont fondamentaux. Chaque enfant devrait avoir un manuel scolaire qui devrait lui être fourni gratuitement. Mais dans les pays disposant de moyens limités, cela soulève des difficultés. La Banque mondiale coopère avec les pays concernés afin d'examiner le niveau minimum à atteindre pour chaque année d'études et de recenser et surmonter les obstacles à la réalisation de cet objectif apparemment très clair.

Les manuels scolaires devraient également être rédigés dans la langue locale, notamment pour les premières années d'études. Les enfants ont souvent des problèmes d'apprentissage liés au fait qu'ils ne comprennent pas ou n'aiment pas la langue dans laquelle l'enseignement leur est dispensé. Les enfants qui suivent des leçons dispensées dans leur langue maternelle vont généralement

plus loin dans leurs études et abandonnent prématurément leurs études moins souvent que les autres. Un tel enseignement présente aussi des avantages psychosociaux et financiers.

La qualité de l'enseignement est cependant le facteur le plus important qui contribue à la réussite scolaire d'un élève, et ce quelle que soit la situation sociale ou économique de cet élève.

Qu'est-ce qu'un bon enseignant? Quelqu'un qui connaît bien le sujet, transmet ses connaissances avec efficacité et s'exprime dans une langue que les enfants comprennent. La durée de la formation des enseignants peut être cruciale, et toute décision à cet égard doit tenir compte de la nécessité de disposer d'un plus grand nombre d'enseignants mieux formés, afin de répondre à la demande croissante.

5

DES DÉCISIONS DIFFICILES

À mesure que les dirigeants cherchent à améliorer les systèmes éducatifs, il est inévitable de devoir prendre des décisions difficiles. Des compromis devront par exemple avoir lieu lorsqu'on s'efforce de concilier la qualité et la portée des services éducatifs. Les modèles de simulation de la Banque mondiale peuvent jouer un rôle important en permettant aux dirigeants de prévoir – en termes de coûts et de portée – les conséquences des différentes stratégies qu'ils envisagent de suivre.

La prise de décision s'effectue à trois niveaux importants. Au niveau macro-économique, il convient d'examiner le taux d'imposition et le pourcentage des ressources publiques allouées au secteur de l'éducation. Au niveau sectoriel, il faut considérer la façon dont le budget est réparti entre les différents sous-secteurs et niveaux du système éducatif. Et au sein des

systèmes scolaires eux-mêmes, il faut choisir entre quantité et qualité, et entre les différents facteurs qui contribuent à la qualité. Faut-il mieux payer les enseignants et permettre à moins d'enfants d'aller à l'école, ou permettre à davantage d'élèves d'aller à l'école en réduisant le salaire des enseignants? Chaque choix a des répercussions budgétaires. Et les dirigeants doivent prendre leurs décisions en évaluant les avantages et les inconvénients de chaque stratégie en fonction des réalités locales, des possibilités et des objectifs fixés.

Mais certains choix sont-ils meilleurs que d'autres? Avec un même niveau de dépenses par élève, on peut obtenir des taux de réussite extrêmement variables et certaines combinaisons de facteurs sont meilleures que d'autres. Mais dans un système efficace, plus les dépenses sont élevées, meilleurs sont les résultats.

«Nous pouvons y arriver! Au Burkina Faso, nous éliminerons d'ici à 2005 l'écart entre les filles et garçons. Nous réduisons la distance qui sépare les enfants des écoles en ouvrant des écoles satellites. Nous recrutons davantage de femmes enseignantes. Nous renforçons la distribution de repas à l'école et nous distribuons du matériel pédagogique gratuit. Et surtout, nous faisons participer les communautés.»

S. E. M. Mathieu Ouedraogo,
Ministre de l'éducation de base et de l'alphabétisation,
Burkina Faso

6

UNE URGENCE POSITIVE

Pour donner à tous un accès égal à l'éducation, une solution consiste à généraliser les innovations qui ont fait leurs preuves. Investir dans l'éducation, considérée comme une «urgence positive», et y concentrer les ressources est une autre façon de vaincre l'inertie et d'obtenir des résultats dans les pays où les écarts en matière d'éducation sont importants et dans les pays prêts à réaliser des progrès rapides. Tel est le mot d'ordre de la campagne d'accélération de l'UNICEF, baptisée «25 d'ici à 2005», qui mobilise ressources et volonté politique afin de concrétiser les engagements pris par les pays en matière d'éducation pour tous.

Dans tous les cas, il est essentiel de former des partenariats pour atteindre notre objectif. Il est généralement admis que la communauté internationale doit renforcer l'appui qu'elle apporte dans ce domaine. Mais l'enseignement le plus important que l'on

peut tirer des pays qui sont parvenus à l'éducation pour tous est qu'une forte volonté politique est une condition indispensable au succès.

Les conséquences d'un échec sont claires. Aucun pays au monde n'a obtenu une croissance économique durable sans d'abord parvenir à un niveau d'éducation de base d'au moins cinq à six ans en moyenne parmi la population adulte. Cette constatation vaut également pour les pays africains.

Pour reprendre les termes d'un fonctionnaire de la Banque mondiale: «L'aide au développement visant à réduire la pauvreté n'a aucun sens si nous ne pouvons pas fournir à tous les enfants africains une bonne éducation de base de qualité. Il est question de l'avenir de la ressource la plus importante de nos pays: les enfants. Cette fois-ci, nous ne pouvons pas manquer à notre devoir.»

4 5 6 7